

Sans foi ni loi contre Gaza



Pourquoi le Royaume-Uni et l'Occident soutiennent-ils les crimes d'Israël ?

[Source : lesakerfrancophone.fr]

Alors que les politiciens occidentaux s'apprêtent à encourager Israël à affamer les civils de Gaza et à les plonger dans l'obscurité pour les amadouer avant la prochaine invasion terrestre israélienne, il est important de comprendre comment nous en sommes arrivés là – et ce que cela présage pour l'avenir.

Par Jonathan Cook – Le 13 octobre 2023 – Source Declassifieduk.org

Il y a plus de dix ans, Israël a commencé à comprendre qu'assiéger Gaza pouvait être à son avantage. Il a commencé à transformer la minuscule enclave côtière du statut de charge lourde à porter en un portefeuille de valeur dans le jeu commercial de la politique de puissance internationale.

Le premier avantage pour Israël et ses alliés occidentaux est plus discuté que le second.

La minuscule bande de terre qui longe la côte orientale de la Méditerranée a été transformée en un mélange de terrain d'essai et de vitrine.

Israël a pu utiliser Gaza pour développer toutes sortes de nouvelles technologies et stratégies associées aux industries de la sécurité intérieure en plein essor dans tout l'Occident, alors que les responsables de ces pays s'inquiètent de plus en plus de l'agitation intérieure qui touche leur pays, parfois appelée populisme.

Le siège des 2,3 millions de Palestiniens de Gaza, imposé par Israël en 2007 à la suite de l'élection du Hamas à la tête de l'enclave, a permis toutes sortes d'expériences.

Comment contenir au mieux la population ? Quelles restrictions peuvent être imposées à leur régime alimentaire et à leur mode de vie ? Comment recruter à

distance des réseaux d'informateurs et de collaborateurs ? Quel effet l'enfermement de la population et les bombardements répétés ont-ils eu sur les relations sociales et politiques ?

Enfin, comment maintenir les habitants de Gaza dans la soumission et empêcher un soulèvement ?

Les réponses à ces questions ont été mises à la disposition des alliés occidentaux sur le portail commercial d'Israël. Les produits disponibles comprennent des systèmes d'interception de roquettes, des capteurs électroniques, des systèmes de surveillance, des drones, des systèmes de reconnaissance faciale, des tours de tir automatisées, et bien plus encore. Tous ont été testés en situation réelle à Gaza.

La réputation d'Israël a été sérieusement ébranlée par le fait que les Palestiniens ont réussi à contourner cette infrastructure de confinement le week-end dernier – au moins pour quelques jours – avec un bulldozer rouillé, quelques deltaplanes et le sentiment de n'avoir rien à perdre.

C'est en partie pour cette raison qu'Israël doit maintenant retourner à Gaza avec des troupes au sol pour montrer qu'il a encore les moyens d'écraser les Palestiniens.

Punition collective

Ce qui nous amène à la deuxième raison de l'utilité de Gaza.

De plus en plus inquiétés par les signes d'agitation populaire dans leur pays, les États occidentaux ont commencé à réfléchir plus attentivement à la manière de contourner les restrictions que leur impose le droit international.

Ce terme fait référence à un ensemble de lois formalisées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les deux camps traitaient les civils se trouvant de l'autre côté des lignes de combat comme de simples pions sur un échiquier.

L'objectif des rédacteurs du droit international était de rendre inadmissible la répétition des atrocités nazies en Europe, ainsi que d'autres crimes tels que les bombardements par la Grande-Bretagne de villes allemandes comme Dresde ou le largage par les États-Unis de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

L'un des fondements du droit international – au cœur des conventions de Genève – est l'interdiction des punitions collectives, c'est-à-dire des représailles contre la population civile de l'ennemi, pour lui faire payer le prix des actes de ses dirigeants et de ses armées.

De toute évidence, Gaza constitue la violation la plus flagrante de cette

interdiction. Même en période « *calme* », ses habitants – dont un million d'enfants – sont privés des libertés les plus élémentaires, telles que le droit de circuler, l'accès à des soins de santé appropriés parce que les médicaments et le matériel ne peuvent être acheminés, l'accès à l'eau potable et l'utilisation de l'électricité pendant une grande partie de la journée parce qu'Israël ne cesse de bombarder la centrale électrique de Gaza.

Israël n'a jamais caché qu'il punissait les habitants de Gaza parce qu'ils sont dirigés par le Hamas, qui rejette le droit d'Israël d'avoir dépossédé les Palestiniens de leur patrie en 1948 et de les avoir emprisonnés dans des ghettos surpeuplés comme Gaza.

Ce qu'Israël fait à Gaza est la définition même de la punition collective. C'est un crime de guerre : 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 52 semaines par an, depuis 16 ans.

Et pourtant, personne dans la soi-disant communauté internationale ne semble le remarquer.

Les règles de la guerre réécrites

Mais la situation juridique la plus délicate – pour Israël et l'Occident – est celle où Israël bombarde Gaza, comme il le fait actuellement, ou envoie des soldats, comme il le fera bientôt.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a mis en évidence le problème lorsqu'il a dit aux habitants de Gaza : « *Partez maintenant* ». Mais, comme lui et les dirigeants occidentaux le savent, les habitants de Gaza n'ont nulle part où aller, nulle part où échapper aux bombes. Toute attaque israélienne est donc, par définition, dirigée contre la population civile. C'est l'équivalent moderne des bombardements de Dresde.

Israël élabore des stratégies pour surmonter cette difficulté depuis son premier grand bombardement de Gaza fin 2008, après l'instauration du siège.

Une unité du bureau du procureur général a été chargée de trouver des moyens de réécrire les règles de la guerre en faveur d'Israël.

À l'époque, cette unité craignait qu'Israël ne soit critiqué pour avoir fait exploser une cérémonie de remise de diplômes de police à Gaza, tuant de nombreux jeunes cadets. En droit international, les policiers sont des civils, et non des soldats, et ne constituent donc pas une cible légitime. Les juristes israéliens s'inquiétaient également du fait qu'Israël avait détruit des bureaux gouvernementaux, l'infrastructure de l'administration civile de Gaza.

Les inquiétudes d'Israël semblent aujourd'hui désuètes, ce qui montre à quel point le pays a déjà changé de cap en matière de droit international. Depuis un certain temps, toute personne liée au Hamas, même de manière indirecte,

est considérée comme une cible légitime, non seulement par Israël, mais aussi par tous les gouvernements occidentaux.

Les responsables occidentaux ont rejoint Israël en traitant le Hamas comme une simple organisation terroriste, ignorant qu'il s'agit également d'un gouvernement dont les membres accomplissent des tâches banales, comme veiller à ce que les poubelles soient ramassées et à ce que les écoles restent ouvertes.

Ou encore, comme l'a déclaré Orna Ben-Naftali, doyenne de la faculté de droit, au journal *Haaretz* en 2009 : « *Une situation est créée dans laquelle la majorité des hommes adultes de Gaza et la majorité des bâtiments peuvent être traités comme des cibles légitimes. La loi a en fait été remise en question* ».

À l'époque, David Reisner, qui avait dirigé l'unité, a expliqué la philosophie d'Israël à *Haaretz* : « *Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est une révision du droit international. Si vous faites quelque chose pendant suffisamment longtemps, le monde l'acceptera. L'ensemble du droit international repose désormais sur l'idée qu'un acte interdit aujourd'hui devient autorisé s'il est exécuté par un nombre suffisant de pays.* »

L'ingérence d'Israël dans la modification du droit international remonte à plusieurs décennies.

Se référant à l'attaque israélienne contre le tout jeune réacteur nucléaire irakien en 1981, un acte de guerre condamné par le Conseil de sécurité des Nations unies, Reisner a déclaré : « *L'atmosphère était qu'Israël avait commis un crime contre l'humanité. Aujourd'hui, tout le monde dit qu'il s'agit d'une légitime défense préventive. Le droit international progresse au fil des violations* ».

Il a ajouté que son équipe s'était rendue quatre fois aux États-Unis en 2001 pour persuader les responsables américains de l'interprétation de plus en plus souple du droit international par Israël en ce qui concerne l'assujettissement des Palestiniens.

« *Sans ces quatre voyages aux États-Unis, je ne suis pas sûr que nous aurions pu développer la thèse de la guerre contre le terrorisme à l'échelle actuelle* », a-t-il déclaré.

Ces redéfinitions des règles de la guerre se sont avérées précieuses lorsque les États-Unis ont choisi d'envahir et d'occuper l'Afghanistan et l'Irak.

« *Animaux humains* »

Ces dernières années, Israël a continué à « *faire évoluer* » le droit international. Il a introduit le concept d'« *avertissement préalable* », en annonçant parfois quelques minutes à l'avance la destruction d'un bâtiment ou

d'un quartier. Les civils vulnérables qui se trouvent encore dans la zone, comme les personnes âgées, les enfants et les handicapés, sont alors considérés comme des cibles légitimes s'ils n'ont pas quitté les lieux à temps.

Les autorités israéliennes profitent de l'assaut actuel contre Gaza pour modifier encore les règles.

L'article de *Haaretz* de 2009 fait référence à Yoav Gallant, qui était alors le commandant militaire en charge de Gaza, et qui a été décrit comme un « *homme sauvage* » par des représentants de la loi. Il était décrit comme un « *homme sauvage* », un « *cow-boy* » qui n'avait pas le temps de s'occuper des subtilités juridiques.

Gallant est aujourd'hui ministre de la défense et responsable de l'instauration, cette semaine, d'un « *siège complet* » de Gaza : « *Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant – tout est fermé* ». Dans un langage qui brouille toute distinction entre le Hamas et les civils de Gaza, il a décrit les Palestiniens comme des « *animaux humains* ».

La punition collective entre alors dans un tout autre domaine. En termes de droit international, elle frôle le territoire du génocide, tant sur le plan rhétorique que sur le fond.

Mais la donne a tellement changé que même des hommes politiques occidentaux centristes encouragent Israël – souvent sans même appeler à la « *retenue* » ou à la « *proportionnalité* », les termes vagues qu'ils utilisent habituellement pour masquer leur soutien à la violation de la loi.

Écoutez Keir Starmer, le chef de l'opposition travailliste et l'homme qui est presque certain d'être le prochain premier ministre britannique. Cette semaine, il a soutenu le « *siège complet* » de Gaza, un crime contre l'humanité, en le reformulant comme le « *droit d'Israël à se défendre* ».

Starmer n'a pas manqué de saisir les implications juridiques des actions d'Israël, même s'il semble personnellement immunisé contre les implications morales. Il a reçu une formation d'avocat spécialisé dans les droits de l'homme.

Son approche semble même déconcerter des journalistes qui ne sont pas connus pour leur sympathie à l'égard de la cause palestinienne. Interrogé par Kay Burley, de *Sky News*, qui lui demandait s'il avait de la sympathie pour les civils de Gaza traités comme des « *animaux humains* », Starmer n'a pas trouvé la moindre chose à dire pour les soutenir.

Au lieu de cela, il a opté pour une tromperie pure et simple : accuser le Hamas de saboter un « *processus de paix* » qu'Israël a enterré il y a des années, tant sur le plan pratique que déclaratif.

Confirmant que le parti travailliste approuve désormais les crimes de guerre

commis par Israël, son procureur général fictif, Emily Thornberry, s'en tient au même scénario. Lors de l'émission Newsnight de la BBC, elle a éludé la question de savoir si le fait de couper l'électricité et l'approvisionnement de Gaza était conforme au droit international.

Ce n'est pas une coïncidence si la position de Starmer contraste autant avec celle de son prédécesseur, Jeremy Corbyn. Ce dernier a été chassé du pouvoir par une campagne soutenue de diffamation antisémite fomentée par les plus fervents partisans d'Israël au Royaume-Uni.

Starmer n'ose pas être vu du mauvais côté sur ce sujet. Et c'est exactement le résultat que les responsables israéliens voulaient et attendaient.

Drapeau israélien sur le numéro 10

Starmer est loin d'être le seul. Grant Shapps, le ministre britannique de la Défense, a également exprimé un soutien sans faille à la politique israélienne consistant à affamer deux millions de Palestiniens à Gaza.

Rishi Sunak, le Premier ministre britannique, a apposé le drapeau israélien sur la façade de sa résidence officielle, le 10 Downing Street, apparemment sans se soucier de donner une forme visuelle à ce qui serait normalement considéré comme un trope antisémite, à savoir qu'Israël contrôle la politique étrangère du Royaume-Uni.

Starmer, ne voulant pas être en reste, a demandé que l'arche du stade de Wembley soit ornée des couleurs du drapeau israélien.

Quelle que soit l'ampleur de ce soutien collectif à Israël, présenté comme un acte de solidarité après le massacre de civils israéliens par le Hamas le week-end dernier, le sous-texte est évident : La Grande-Bretagne soutient Israël au moment où il entame sa campagne de représailles pour crimes de guerre à Gaza.

C'est également l'objectif du conseil donné par la ministre de l'Intérieur Suella Braverman à la police de traiter comme des actes criminels le fait d'agiter des drapeaux palestiniens et de chanter pour la libération de la Palestine lors des manifestations de soutien à la bande de Gaza.

Les médias jouent leur rôle, comme toujours. Une équipe de télévision de Channel 4 a poursuivi Corbyn dans les rues de Londres cette semaine, exigeant qu'il « condamne » le Hamas. Ils ont insinué, par la formulation de ces demandes, que tout ce qui était au-delà – comme les préoccupations supplémentaires de Corbyn pour le bien-être des civils de Gaza – confirmait l'antisémitisme de l'ancien dirigeant travailliste.

L'implication claire des politiciens et des médias de l'establishment est que tout soutien aux droits des Palestiniens, toute contestation du « droit incontestable » d'Israël à commettre des crimes de guerre, équivaut à de

l'antisémitisme.

L'hypocrisie de l'Europe

Cette double approche, qui consiste à encourager les politiques israéliennes génocidaires à l'égard de Gaza tout en étouffant toute dissidence ou en la qualifiant d'antisémitisme, ne se limite pas au Royaume-Uni.

Dans toute l'Europe, de la porte de Brandebourg à Berlin à la tour Eiffel à Paris en passant par le parlement bulgare, des bâtiments officiels ont été illuminés avec le drapeau israélien.

La plus haute responsable européenne, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est réjouie de voir le drapeau israélien étouffer le Parlement européen cette semaine.

Elle a déclaré à plusieurs reprises que « *l'Europe est aux côtés d'Israël* », alors même que les crimes de guerre israéliens commencent à s'accumuler.

L'armée de l'air israélienne s'est vantée jeudi d'avoir largué quelque 6 000 bombes sur Gaza. Dans le même temps, des groupes de défense des droits de l'homme ont signalé qu'Israël tirait sur Gaza du phosphore blanc, une arme chimique incendiaire, qui constitue un crime de guerre lorsqu'elle est utilisée dans des zones urbaines. Defence for Children International a indiqué que plus de 500 enfants palestiniens avaient été tués jusqu'à présent par les bombes israéliennes.

C'est à Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur les territoires occupés, qu'il revient de souligner que Mme Von Der Leyen applique les principes du droit international de manière tout à fait incohérente.

Il y a presque exactement un an, la présidente de la Commission européenne avait dénoncé les frappes russes sur les infrastructures civiles en Ukraine comme des crimes de guerre. « *Priver des hommes, des femmes et des enfants d'eau, d'électricité et de chauffage à l'approche de l'hiver, ce sont des actes de pure terreur* », écrivait-elle. « *Et nous devons les qualifier comme tels* ».

Mme Albanese a fait remarquer que Mme Von der Leyen n'avait rien dit d'équivalent au sujet des attaques israéliennes, encore plus graves, contre les infrastructures palestiniennes.

L'envoi de troupes lourdes

Pendant ce temps, la France a déjà commencé à disperser et à interdire les manifestations contre le bombardement de Gaza. Son ministre de la justice s'est fait l'écho de Braverman en suggérant que la solidarité avec les Palestiniens risquait d'offenser les communautés juives et devait être

traitée comme un « *discours de haine* ».

Naturellement, Washington apporte un soutien sans faille à Israël, quelle que soit la décision qu'il prendra à l'égard de Gaza, comme l'a clairement indiqué le secrétaire d'État Anthony Blinken lors de sa visite cette semaine.

Le président Joe Biden a promis des armes et des fonds, et a envoyé l'équivalent militaire des « *gros bras* » pour s'assurer que personne ne dérange Israël pendant qu'il commet ces crimes de guerre. Un porte-avions a été dépêché dans la région pour garantir que les voisins d'Israël restent tranquilles lors du lancement de l'invasion terrestre.

Même les responsables dont le rôle principal est de promouvoir le droit international, comme Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, ont commencé à s'adapter à l'évolution de la situation.

Comme la plupart des responsables occidentaux, il a mis l'accent sur les « *besoins humanitaires* » de Gaza en évitant de parler des règles de la guerre qu'Israël est tenu de respecter.

C'est là le succès d'Israël. Le langage du droit international qui devrait s'appliquer à Gaza – des règles et des normes qu'Israël doit respecter – a cédé la place, au mieux, aux principes de l'humanitarisme : des actes de charité internationale pour panser les souffrances de ceux dont les droits sont systématiquement bafoués et dont les vies sont anéanties.

Les responsables occidentaux sont plus que satisfaits de la direction prise. Non seulement dans l'intérêt d'Israël, mais aussi dans le leur. Car un jour, leurs propres populations pourraient leur poser autant de problèmes que les Palestiniens de Gaza en posent aujourd'hui à Israël.

Soutenir le droit d'Israël à se défendre est, pour eux, une sorte d'investissement.

Jonathan Cook

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.